

Jean-Christophe LE DUIGOU
Secrétaire de la Cgt

**Schéma d'intervention pour le colloque OCDE-FMI
Du 17 mars 2008**

1^{ère} table ronde : marché du travail et marché des produits : l'action à mener

Le nécessaire développement des capacités humaines

Personne ne conteste le besoin de transformations structurelles que ce soit pour le marché des biens et services ou le marché du travail ; j'ajouterai à ces 2 domaines la finance et le crédit, mais c'est un autre débat.

La question est de se mettre d'accord sur **le contenu des réformes à entreprendre. C'est là qu'il y a confrontation.**

Beaucoup de réformes ont été engagées en Europe depuis 25 ans. La France n'est pas si à la traîne qu'on ne le dit ! Pourtant, les résultats en termes économiques ne sont pas là. La croissance potentielle y demeure plus basse. Chaque choc conjoncturel mondial semble toucher plus durement l'Europe que d'autres zones.

D'où la question : – Aller plus loin dans la logique des réformes engagées ?
– Ou s'interroger sur une réorientation de celles-ci ?

Je ferai 3 remarques sur l'évolution du marché du travail.

1. En matière de marché du travail, on se focalise de manière incompréhensible sur les conditions du licenciement.

Sans doute l'activité des entreprises est devenue plus cyclique, plus heurtée. Mais n'est-ce pas d'abord l'exigence de rentabilité trop élevée qui s'est diffusée dans toute l'économie qui génère cette notion récurrente de « sureffectif » et qui oblige les entreprises à jouer de ces « coups d'accordéon » ?

Quant on parle de flexibilité, il faut aussi prendre en compte que le marché du travail n'est pas un marché comme les autres car il met en jeu les capacités humaines. Celles-ci vont progressivement devenir plus rares. L'entreprise aura un nouveau souci, celui de fidéliser les salariés non de s'en séparer.

2. La mutation du travail qui s'amorce n'est pas appréhendée à sa juste importance.

C'est pourtant le principal défi qui est devant nous. L'efficacité productive va dépendre tout à la fois de l'implication de toutes les catégories de salariés et d'une élévation globale des qualifications. On change de modèle de productivité ! Cela est-il compatible avec l'hyper-mobilité des salariés ?

Second problème : aujourd'hui, on avance par « écrémage successif » des salariés « les plus aptes ». Mais c'est au prix d'un rétrécissement du volume des capacités humaines disponibles

pour mettre en œuvre les nouvelles technologies. Que restera-t-il demain comme qualifications, compétences, savoir-faire dans certains secteurs ?

La limitation des capacités humaines disponibles va être le principal obstacle auquel vont se heurter les grandes économies européennes.

3. D'où 3 voies possibles pour la réforme du marché du travail

D'abord un développement et une restructuration de la formation initiale et continue afin d'en améliorer la performance collective.

Ensuite, intégrer dans l'emploi jeunes et seniors qui vont être indispensables.

En troisième lieu, construire une mobilité sécurisée (« Sécurité sociale professionnelle »).

La flexicurité n'est pas dans le cœur du débat. Il y a donc bien besoin de donner une **priorité à l'accroissement collectif des capacités humaines**.